

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

## **MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

---

**Travaux de reconstruction de l'unité TRELAT**

---

N° du CCAP : CAD.CH.2024.003

**Centre Hospitalier de Cadillac**  
89 rue Cazeaux Cazalet  
33410 Cadillac sur Garonne

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 - Intervenants .....	5
3.1 - Assistance à maîtrise d'ouvrage .....	5
3.2 - Maîtrise d'œuvre .....	5
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier .....	6
3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie .....	6
3.5 - Contrôle technique .....	6
3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	6
3.7 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants .....	6
3.8 - Cotraitance .....	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	6
5 - Durée et délais d'exécution .....	7
5.1 - Délai global d'exécution des prestations .....	7
5.2 - Délai d'exécution .....	7
5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution .....	9
6 - Prix .....	9
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	9
6.2 - Modalités de variation des prix .....	10
6.3 - Répartition des dépenses communes .....	11
7 - Garanties Financières .....	12
8 - Avance .....	12
8.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	12
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	13
9 - Modalités de règlement des comptes .....	13
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels .....	13
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	13
9.3 - Délai global de paiement .....	14
9.4 - Paiement des cotraitants .....	14
9.5 - Paiement des sous-traitants .....	14
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	15
10.1 - Documents à produire .....	15
10.2 - Ordres de service .....	16
10.3 - Caractéristiques des matériaux et produits .....	16
10.4 - Echantillons .....	16
10.5 - Implantation des ouvrages .....	16
10.5.1 - Piquetage général .....	16
10.6 - Préparation et coordination des travaux .....	16
10.6.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	16
10.6.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier .....	17
10.6.3 - Registre de chantier .....	17
10.7 - Etudes d'exécution pour les lots 1 à 14 .....	17
10.8 - Installation et organisation du chantier pour les lots 1 à 14 .....	18
10.8.1 - Installation de chantier .....	18
10.8.2 - Signalisation de chantier .....	18
10.9 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier pour les lots 1 à 14 .....	18

10.9.1 - Gestion des déchets de chantier.....	18
10.9.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	18
10.9.3 - Documents à fournir après exécution .....	18
10.9.4 - Conditions d'exécution pour le lot 15.....	18
11 - Développement durable.....	19
12 - Réception .....	19
12.1 - Réception des travaux pour les lots 1 à 14.....	19
12.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	19
12.1.2 - Epreuves concluantes et mises en service .....	19
12.2 - Constatation de l'exécution des prestations du lot 15.....	19
12.2.1 - Vérifications.....	19
12.2.2 - Décisions après vérification .....	20
13 - Garantie des prestations.....	21
13.1- Garantie des prestations de travaux pour les lots 1 à 14.....	21
13.2- Garantie des prestations du lot 15.....	21
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	21
15 - Pénalités.....	22
15.1 - Pénalités de retard .....	22
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	23
15.3 - Autres pénalités spécifiques.....	23
16 - Assurances.....	24
17 - Clause complémentaires.....	24
17-1 Clause complémentaire relative aux travaux supplémentaires ou modificatifs ....	24
17.2 - Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives .....	25
17.3 - Augmentation du montant des travaux.....	25
17.4 Clause de réexamen .....	25
18 - Résiliation du contrat.....	26
18.1 - Conditions de résiliation .....	26
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	26
19 - Règlement des litiges et langues .....	26
20 - Dérogations .....	27

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
Travaux de reconstruction de l'unité TRELAT

Le projet a pour but de reconstruire l'unité de soins TRELAT, elle sera composée de deux zones de chambres de 20 lits et 10 lits avec salles de vie, une zone logistique, une zone administrative de l'unité et une zone de soins. A l'étage, des locaux administratifs du pôle de soins seront installés sur une aile et dans l'autre aile un studio famille, un studio PMR, une salle de psychomotricité, un bureau psychologue et des archives.

La structure sera étendue sur une surface de plancher d'environ 2480m<sup>2</sup>

Lieu(x) d'exécution :  
Centre Hospitalier  
89 rue Cazeaux Cazalet- 33410 Cadillac sur Garonne

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 15 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Désamiantage/Démolition/Gros Oeuvre
02	Charpente Bois/Couverture
03	Etanchéité
04	Façades avec enduit
05	Menuiseries extérieures
06	Serrurerie/Charpente métallique
07	Plâtrerie/Faux plafonds
08	Menuiseries intérieures/Agencement/Signalétique
09	Revêtements de sols souples
10	Peintures/Revêtements muraux
11	Ascenseurs
12	Electricité CFO-CFA/SSI
13	CVC/PLOMBERIE
14	VRD et Espaces Verts
15	Mobiliers secondaires

Le lot principal est le lot 01.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes par lot (annexe 01 : désignation des co-traitants et répartitions des prestations / annexe 2 : déclaration de sous traitance)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le rapport initial du contrôleur technique (RICT)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour chacun des lots
- La série de plans, schémas et croquis, établis par le maître d'oeuvre ou par les bureaux d'études détaillés dans la partie "pièces graphiques"
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- Les notices et rapports techniques (étude de sols, note de calcul sismique, notice acoustique, rapport réglementation thermique)
- Le plan général de coordination sécurité (PGC) et ses annexes
- Le planning prévisionnel des travaux
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) pour chacun des lots
- Le cadre du mémoire technique complété remis dans l'offre

La décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) n'est contractuelle que pour la décomposition des ouvrages nécessaires à l'établissement des situations de travaux et en ce qui concerne les prix d'unité destinés à l'évaluation des travaux éventuellement en supplément ou en déduction du prix global, suivant les ordres de service délivrés. En aucun cas, les quantités indiquées dans ce document n'ont de valeur contractuelle, le prix du marché étant global et forfaitaire.

L'intégration du DPGF dans les pièces marchés ne modifie en rien le caractère forfaitaire du marché. Il fige simplement les prix unitaires des prestations chiffrées mais n'engage en rien le maître d'ouvrage sur les quantités et les descriptifs de celui-ci

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par :

EMBASE  
29B BOULEVARD DE STRASBOURG  
31000 TOULOUSE

L'assistant à maîtrise d'ouvrage est représenté par : Mme Thiphaine JOLIVET

### 3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

TLR ARCHITECTURE & ASSOCIES  
13 rue Roger Mirassou  
33800 BORDEAUX

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est Missions de base: Esquisse, APS, APD, PRO, ACT, VISA, DET, AOR  
Autres éléments de mission: OPC, SSI

Missions complémentaires: SYN, DEM.

### **3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

### **3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie**

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

### **3.5 - Contrôle technique**

Le contrôle technique est assuré par :

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS  
ZONE D'ACTIVITE ACTIPOLIS  
40 AVENUE FERDINAND DE LESSEPS  
CANEJAN  
33612 CESTAS

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

Missions de base: L, SEI

Missions complémentaires: AV, HAND, ATT Hand, Th, PS, PH, F, VIEL, CONSUEL

### **3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par :

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS  
ZONE D'ACTIVITE ACTIPOLIS  
40 AVENUE FERDINAND DE LESSEPS  
CANEJAN  
33612 CESTAS

### **3.7 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants**

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

### **3.8 - Cotraitance**

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de ses cotraitants.

## **4 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le marché débute à compter de la date de notification jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement.

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 18 mois, comprenant une période de préparation de 2 mois incluse.

### 5.2 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution propre à chaque lot est de :

Lot(s)	Délai	Précisions
01	18 mois	Le délai de chaque lot sera précisé pendant la période de préparation et fera l'objet d'un calendrier détaillé d'exécution, le calendrier prévisionnel annexé au présent CCAP n'ayant qu'un caractère indicatif.
02	18 mois	Le délai de chaque lot sera précisé pendant la période de préparation et fera l'objet d'un calendrier détaillé d'exécution, le calendrier prévisionnel annexé au présent CCAP n'ayant qu'un caractère indicatif.
03	18 mois	Le délai de chaque lot sera précisé pendant la période de préparation et fera l'objet d'un calendrier détaillé d'exécution, le calendrier prévisionnel annexé au présent CCAP n'ayant qu'un caractère indicatif.
04	18 mois	Le délai de chaque lot sera précisé pendant la période de préparation et fera l'objet d'un calendrier détaillé d'exécution, le calendrier prévisionnel annexé au présent CCAP n'ayant qu'un caractère indicatif.
05	18 mois	Le délai de chaque lot sera précisé pendant la période de préparation et fera l'objet d'un calendrier détaillé d'exécution, le calendrier prévisionnel annexé au présent CCAP n'ayant qu'un caractère indicatif.
06	18 mois	Le délai de chaque lot sera précisé pendant la période de préparation et fera l'objet d'un calendrier détaillé d'exécution, le calendrier prévisionnel annexé au présent CCAP n'ayant qu'un caractère indicatif.
07	18 mois	Le délai de chaque lot sera précisé pendant la période de préparation et fera l'objet d'un calendrier détaillé d'exécution, le calendrier prévisionnel annexé au présent CCAP n'ayant qu'un caractère indicatif.

08	18 mois	Le délai de chaque lot sera précisé pendant la période de préparation et fera l'objet d'un calendrier détaillé d'exécution, le calendrier prévisionnel annexé au présent CCAP n'ayant qu'un caractère indicatif.
09	18 mois	Le délai de chaque lot sera précisé pendant la période de préparation et fera l'objet d'un calendrier détaillé d'exécution, le calendrier prévisionnel annexé au présent CCAP n'ayant qu'un caractère indicatif.
10	18 mois	Le délai de chaque lot sera précisé pendant la période de préparation et fera l'objet d'un calendrier détaillé d'exécution, le calendrier prévisionnel annexé au présent CCAP n'ayant qu'un caractère indicatif.
11	18 mois	Le délai de chaque lot sera précisé pendant la période de préparation et fera l'objet d'un calendrier détaillé d'exécution, le calendrier prévisionnel annexé au présent CCAP n'ayant qu'un caractère indicatif.
12	18 mois	Le délai de chaque lot sera précisé pendant la période de préparation et fera l'objet d'un calendrier détaillé d'exécution, le calendrier prévisionnel annexé au présent CCAP n'ayant qu'un caractère indicatif.
13	18 mois	Le délai de chaque lot sera précisé pendant la période de préparation et fera l'objet d'un calendrier détaillé d'exécution, le calendrier prévisionnel annexé au présent CCAP n'ayant qu'un caractère indicatif.
14	18 mois	Le délai de chaque lot sera précisé pendant la période de préparation et fera l'objet d'un calendrier détaillé d'exécution, le calendrier prévisionnel annexé au présent CCAP n'ayant qu'un caractère indicatif.
15	18 mois	Le délai de chaque lot sera précisé pendant la période de préparation et fera l'objet d'un calendrier détaillé d'exécution, le calendrier prévisionnel annexé au présent CCAP n'ayant qu'un caractère indicatif.

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 21 jours.



En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Gel	- 5°C à 7h	1 jour(s)
Pluie	+ de 15 mm par jour	1 jour(s)
Vent	+ de 60 km/h durant plus d'1 demi-journée	12 heure(s)
Neige	Accumulation de neige au sol sur 10cm ou plus au cours de la journée	1 jour(s)

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de :  
Station météorologique de Mérignac

### 5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'OPC (ordonnancement, pilotage et coordination de chantier) (Maitre d'œuvre) après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier. Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le responsable de la mission d'OPC à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'OPC (Maitre d'œuvre) peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

**Les prix des lots 1 à 14** comprennent notamment :

- Les installations de chantier et leur maintenance pendant la durée des travaux ;
- Le transport et l'amenée à pied d'œuvre de tout le matériel ;
- Les prestations et frais entraînés pour le respect de la législation concernant la "Sécurité et la protection de la santé sur les chantiers" ;
- le nettoyage du chantier et la remise en état au fur et à mesure de l'exécution des travaux ;
- L'établissement de tous les plans et pièces annexes ;
- Les plans des installations de chantier ;
- Le conditionnement, le transport et le traitement des déchets issus du chantier ;
- La constitution du Dossier des Ouvrages Exécutés récapitulant les travaux réalisés et leur suivi (PRA,

métrologie, bilan aéralique, registre de sécurité, BSDA, ...) ;  
- Et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux .  
L'article 10.3 du CCAG Travaux s'applique également.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.

**Pour le lot 15**, par dérogation à l'article 9.1 du CCAG-Travaux les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

## 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Pour les lots 1 à 14, les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.1 \text{ BT01 (n)} / \text{BT01 (o)}) + (0.9 \text{ BT06 (n)} / \text{BT06 (o)})]$
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.48 \text{ BT16b (n)} / \text{BT16b (o)}) + (0.3 \text{ BT32 (n)} / \text{BT32 (o)}) + (0.22 \text{ BT34 (n)} / \text{BT34 (o)})]$
03	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT53 (n)} / \text{BT53 (o)})$
04	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT52 (n)} / \text{BT52 (o)})$
05	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.92 \text{ BT43 (n)} / \text{BT43 (o)}) + (0.08 \text{ BT27 (n)} / \text{BT27 (o)})]$
06	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT42 (n)} / \text{BT42 (o)})$
07	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT08 (n)} / \text{BT08 (o)})$
08	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT18A (n)} / \text{BT18A (o)})$
09	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT10 (n)} / \text{BT10 (o)})$
10	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT46 (n)} / \text{BT46 (o)})$
11	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT48 (n)} / \text{BT48 (o)})$
12	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT47 (n)} / \text{BT47 (o)})$
13	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.37 \text{ BT38 (n)} / \text{BT38 (o)}) + (0.63 \text{ BT41 (n)} / \text{BT41 (o)})]$
14	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{TP01 (n)} / \text{TP01 (o)})$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Pour le lot 15, les prix seront fermes et actualisables conformément à l'article R2112-10 du code de la commande publique.

L'actualisation des prix s'effectuera selon les conditions suivantes :

$$P = P_0 (\ln n-3 / \ln 0)$$

Selon les dispositions suivantes :

P = prix actualisé

P0 = prix initial

ln0 = index du mois d'établissement de la remise des offres

ln n-3= index du mois d'exécution des prestations moins 3 mois

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	BT01	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010
01	BT06	Index du bâtiment - Ossature, ouvrages en béton armé - Base 2010
02	BT16b	Index du bâtiment - Charpente bois - Base 2010
02	BT32	Index du bâtiment - Couverture en tuiles en terre cuite - Base 2010
02	BT34	Index du bâtiment - Couverture en zinc et en métal (sauf cuivre) - Base 2010
03	BT53	Index du bâtiment - Étanchéité - Base 2010
04	BT52	Index du bâtiment - Imperméabilité de façades - Base 2010
05	BT43	Index du bâtiment - Menuiserie en alliage d'aluminium - Base 2010
05	BT27	Index du bâtiment - Fermeture de baies en aluminium - Base 2010
06	BT42	Index du bâtiment - Menuiserie en acier et serrurerie - Base 2010
07	BT08	Index du bâtiment - Plâtre et préfabriqués - Base 2010
08	BT18A	Index du bâtiment - Menuiserie intérieure Bois - Base 2010
09	BT10	Index du bâtiment - Revêtement en plastique - Base 2010
10	BT46	Index du bâtiment - Peinture, tenture, revêtements muraux - Base 2010
11	BT48	Index du bâtiment - Ascenseurs - Base 2010
12	BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010
13	BT38	Index du bâtiment - Plomberie sanitaire (y compris appareils) - Base 2010
13	BT41	Index du bâtiment - Ventilation et conditionnement d'air - Base 2010
14	TP01	Index Travaux Publics - Index général TP - Base 2010
15	Indice 010765035	identifiant «010765035» Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – CPF 31.01 – Meubles de bureau et de magasin

### 6.3 - Répartition des dépenses communes

Le fonctionnement et les principes du compte prorata sont fixés dans le cahier des clauses techniques particulières commun à tous les lots.

L'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

## 7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## 8 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
01	Désamiantage/Démolition/Gros Oeuvre
02	Charpente Bois/Couverture
04	Façades avec enduit
05	Menuiseries extérieures
06	Serrurerie/Charpente métallique
07	Plâtrerie/Faux plafonds
08	Menuiseries intérieures/Agencement/Signalétique
09	Revêtements de sols souples
10	Peintures/Revêtements muraux
11	Ascenseurs
12	Electricité CFO-CFA/SSI
13	CVC/PLOMBERIE
14	VRD et Espaces Verts
15	Mobiliers secondaires

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

### 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# **9 - Modalités de règlement des comptes**

## **9.1 - Décomptes et acomptes mensuels**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

## **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330585600019
- Code service : PAT\_LSCP

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 10 - Conditions d'exécution des prestations

### Adresse d'exécution :

Centre hospitalier de Cadillac  
89 rue Cazeaux Cazalet  
33410 Cadillac sur Garonne  
<https://www.marches-publics.gouv.fr>

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

Toutes modifications en cours d'exécution de marché s'effectueront par voie d'avenant et sera transmis via le profil acheteur.

### 10.1 - Documents à produire

Pour les lots 1 à 14 les prestataires devront fournir les documents suivants :

OBJET	DELAIS DE REMISE
L'attestation d'assurance	15 jours calendaires à compter de la notification du marché
Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées, avec les notes de calcul et les études de détail.	30 jours calendaires à compter du début de la phase de préparation
Le PPSPS et tous documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs. La liste des personnes autorisées à accéder au chantier et les effectifs prévisionnels affectés au chantier. Les contrats des sous-traitants	Voir article 10.6.2 du présent CCAP
Schéma d'organisation et de gestion des déchets	Pendant la phase de préparation ou au maximum 2 mois après la notification
Dossier d'ouvrages exécutés (DOE)  Dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO)	Voir article 10.9.3 du présent CCAP

Pour le lot 15 les prestataires devront fournir les documents suivants :

OBJET	DELAIS DE REMISE
L'attestation d'assurance	15 jours calendaires à compter de la notification du marché
Le PPSPS et tous documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs. La liste des personnes autorisées à accéder au chantier et les effectifs prévisionnels affectés au chantier. Les contrats des sous-traitants	Voir article 10.6.2 du présent CCAP

Schéma d'organisation et de gestion des déchets	Pendant la phase de préparation ou au maximum 2 mois après la notification
Les fiches techniques, les fiches données de sécurité, les garantie, les bordereaux de livraison	Au terme de la livraison

## 10.2 - Ordres de service

Le maître d'ouvrage rédigera et transmettra l'ordre de service pour démarrage de la phase de préparation et l'ordre de service pour démarrage de la phase d'exécution.

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, les prestataires devront retourner ces 2 ordres de service signés au maître d'ouvrage pour accusé réception dans un délai de 15 jours calendaires à réception de l'ordre de service.

Concernant les ordres de service pour des travaux modificatifs ou supplémentaires, se référer à l'article 17 du présent CCAP.

Pour l'ensemble des ordres de service, un accord préalable de la maîtrise d'ouvrage est exigé.

## 10.3 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

## 10.4 - Echantillons

Les entreprises sont tenues de fournir les échantillons d'appareillage et de prototypes prévus dans le CCTP de chaque lot qui leur seraient demandés par le Maître d'œuvre, ainsi que toutes documentations ou documents correspondant à leurs prestations.

Ces fournitures seront transmises dans le délai convenu au planning d'exécution.

## 10.5 - Implantation des ouvrages

### 10.5.1 - Piquetage général

Le piquetage général a été effectué en totalité.

## 10.6 - Préparation et coordination des travaux

### 10.6.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché qui, conformément à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, est de 2 mois à compter du début de ce délai.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.



Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

### **10.6.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **10.6.3 - Registre de chantier**

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

## **10.7 - Etudes d'exécution pour les lots 1 à 14**

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les

études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

## **10.8 - Installation et organisation du chantier pour les lots 1 à 14**

### **10.8.1 - Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

### **10.8.2 - Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

## **10.9 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier pour les lots 1 à 14**

### **10.9.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### **10.9.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

### **10.9.3 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, les pénalités définies à l'article 15.3 du présent CCAP seront appliquées sur les sommes dues aux titulaires.

### **10.9.4 - Conditions d'exécution pour le lot 15**

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage et de chargement incombent au titulaire.

Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Sur avis de la maîtrise d'œuvre, au regard du planning de l'opération et de l'avancée du chantier, un ordre de service rédigé par la maîtrise d'ouvrage déclenchera le début d'exécution de la prestation.

Le titulaire est tenu de réaliser des livraisons avec des véhicules pouvant manoeuvrer dans l'établissement. Il demeure responsable de tout dommage commis par ses agents représentants ou sous-traitants et pouvant affecter les personnes (agents de l'établissement, usagers, visiteurs) et les biens à l'occasion de la livraison des produits.

Le bon de livraison doit figurer obligatoirement dans ou sur le colis.

## 11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Ces mesures portent sur les actions visant à améliorer la performance en matière de protection de l'environnement du candidat notamment en termes d'organisation (optimisation des déplacements, tri des déchets par exemple) et d'équipements techniques mis en œuvre pour l'exécution des prestations (utilisation de véhicules propres, utilisation de produits issus de filières vertueuses par exemple).

### Certificats d'Economie d'Energie :

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de valoriser les éventuels certificats d'économie d'énergie (CEE) générés par les travaux avec son partenaire et, par conséquent, les titulaires s'interdisent de demander des CEE pour les travaux objets du présent marché et s'interdisent également de transmettre à quiconque autre que le Maître d'ouvrage tout document ou copie de document (facture, attestation de fin de chantier procès-verbal de réception...) susceptible de permettre à un tiers de demander des CEE pour ces travaux.

## 12 - Réception

### 12.1 - Réception des travaux pour les lots 1 à 14

#### 12.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et se déroule simultanément pour tous les lots dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire du lot 01 avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. La décision relative à la réception sera ensuite notifiée au titulaire du lot précité.

#### 12.1.2 - Epreuves concluantes et mises en service

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves, tests et mises en service définies dans les CCTP.

### 12.2 - Constatation de l'exécution des prestations du lot 15

#### 12.2.1 - Vérifications

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-Travaux, des vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture.

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le marché.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures livrées avec les spécifications du marché.

Les vérifications peuvent s'effectuer en présence ou non du titulaire. L'absence du titulaire, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement des opérations de vérification.

Le pouvoir adjudicateur effectue, au moment même de la livraison des fournitures, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples.

Il notifie au titulaire dans un délai de 15 jours sa décision.

Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises à l'expiration du délai de 15 jours (le point de départ du délai est la date de la livraison).

### **12.2.2 - Décisions après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, par dérogation à l'article 41 du CCAG-Travaux, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

#### Vérifications quantitatives :

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché public, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit, d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

#### Vérifications qualitatives :

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

#### Admission :

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché public.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de trente jours calendaires à dater de la livraison.

#### Ajournement :

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

#### Réfaction :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

**Rejet :**

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché public.

**Transfert de propriété :**

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

## **13 - Garantie des prestations**

### **13.1- Garantie des prestations de travaux pour les lots 1 à 14**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

### **13.2- Garantie des prestations du lot 15**

Par dérogation à l'article 44 du CCAG-Travaux, le lot 15 fera l'objet de garanties définies ci-dessous dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission :

- Garantie de 5 ans pour les lits et les matelas
- Garantie de 2 ans pour le reste du mobilier

Les modalités de cette garantie sont les suivantes :

Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication ou défaut de matière, c'est-à-dire inapparents à l'instant de la livraison, à compter du jour de la date de décision d'admission pendant la durée de vie minimale du dispositif.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'engage en cas de défaillance du dispositif à procéder à un échange standard à ses frais.

Toute fourniture qui présenterait une défectuosité devra faire l'objet d'un remplacement immédiat et gratuit.

Cette garantie couvre également les frais de conditionnement, d'emballage et de transport des fournitures de remplacement.

## **14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Conformément à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

## 15 - Pénalités

### 15.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, le titulaire subira, par jour de retard au regard du planning d'exécution définitif, dans l'exécution ou l'achèvement des travaux ou dans la levée des réserves, une pénalité ou une retenue calculée en fonction du montant du marché selon le barème suivant :

Montant du marché (en euro H.T.)	Montant de la pénalité journalière applicable
= ou < à 99 999.99	200
= ou > à 100 000.00 et < 300 000.00	400
= ou > à 300 000.00 et < 1 000 000.00	600
= ou > à 1 000 000.00 €	800

Autres pénalités de retard :

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard dans l'installation de chantier	Journalière	300,00 €	Pénalités appliquées à compter de la date mentionnée sur l'ordre de service démarrant la phase d'exécution
Retard dans la remise des plans d'exécution	Journalière	200,00 €	Pénalités appliquées au-delà des 30 jours suite au début de la phase de préparation
Retard dans la présentation des prototypes et échantillons	Journalière	200,00 €	Pénalités appliquées à compter de la date mentionnée dans le planning d'exécution
Retard pour le repliement des installations de chantier et remise en l'état	Journalière	200,00 €	Chaque entrepreneur doit enlever du chantier, à la date prévue au calendrier d'exécution, dans le délai de 10 jours à dater de la réception, le matériel de l'entreprise, les matériaux refusés ou leur excédent, les installations de chantier, y compris leurs fondations, les déchets de toute nature. Si cela n'est pas fait le maître d'oeuvre peut 5 jours après mise en demeure, procéder à l'enlèvement, faire transporter à la décharge publique, déposer sur des terrains pris en location, les matériaux, matériels ou déchets en cause, le tout aux frais de l'entrepreneur et sans qu'il puisse faire aucune réclamation.
Retard dans la transmission de l'attestation d'assurance	Journalière	100,00 €	Pénalités appliquées à compter du 16ème jour après la notification du marché.
Retard dans la transmission du schéma d'organisation et de gestion des déchets	Journalière	100,00 €	Pénalité appliquée à la date la plus tardive définie à l'article 10.1 du présent CCAP
Retard dans la transmission du PSPS et tous documents relatifs à la sécurité	Journalière	100,00 €	Retard dans la transmission du PSPS et tous documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs, de la liste des personnes autorisées à accéder

Retard dans la transmission du Dossier d'Ouvrages Exécutés	Journalière	200,00 €	Dans un délai de 3 semaines après la réception des travaux.
Retard ou mauvaise réalisation dans le nettoyage du chantier	Journalière	100,00 €	Pénalités appliquées du simple fait de la constatation du manquement. Si le nettoyage se fait trop attendre même après signalisation du retard de nettoyage, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de confier le nettoyage à une entreprise tierce qui sera payée par l'ensemble des entreprises de l'opération.
Retard dans la livraison du mobilier	Journalière	100,00 €	Pénalités appliquées du simple fait de la constatation du manquement.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application de l'ensemble des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Les pénalités ou retenues sont non révisables.

## 15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 15.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 200,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Dépôt de matériels, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites	Forfaitaire	400,00 €	Pénalités appliquées du simple fait de la constatation du manquement
Non-respect des prescriptions à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation	Forfaitaire	400,00 €	Pour chaque infraction constatée de : -non-respect des clauses du PGC mis à jour -non-respect du délai de fourniture du PPSPS ou de celui du sous-traitant
Non fermeture du portail (jour et nuit)	Forfaitaire	400,00 €	Pénalité par infraction appliquée du simple fait de la contestation du manquement par le MOA/MOE
Stationnement hors zone réservée au chantier	Forfaitaire	200,00 €	Pénalité par infraction appliquée du simple fait de la contestation du manquement par la MOA/MOE
Non-respect de la clause de représentation de l'entreprise en site occupé	Forfaitaire	150,00 €	Pénalités appliquées du simple fait de la contestation du manquement par la MOA/MOE

Les pénalités ou retenues sont non révisables.

## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout **commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation** établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

### Assurances du maître d'ouvrage

Les assurances souscrites ou à souscrire par le maître d'ouvrage sont les suivantes :

- Assurance "Dommages-ouvrages" garantissant les travaux de réparation des dommages couverts par la garantie décennale des constructeurs (dommages apparents ou non lors de la réception de travaux)

## 17 - Clause complémentaires

### 17-1 Clause complémentaire relative aux travaux supplémentaires ou modificatifs

Conformément aux dispositions de l'article R2194-2 du Code de la commande publique, les travaux supplémentaires ou modificatifs dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage et pour lesquels le marché n'a pas prévu de prix sont notifiés par ordre de service au titulaire du marché par le maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre ne peut ordonner de changements dans la consistance des travaux sans l'accord préalable et express du maître d'ouvrage.

L'ordre de service détaillera les travaux modificatifs et/ou supplémentaires, ainsi que les prix nouveaux proposés pour ces travaux supplémentaires ou modificatifs. Cet ordre de service est signé par le maître d'ouvrage. Ces prix sont soumis aux conditions initiales du marché, ils sont réputés tenir compte de toutes les charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements, y compris l'indemnisation prévue aux articles 14.3 et 15.1 du CCAG Travaux s'il y a lieu, par dérogation à l'article 13.3 du CCAG Travaux.

Pour les travaux identiques, analogues ou de nature comparable à ceux prévus initialement, les prix nouveaux sont établis au moyen des prix d'unité présentés dans la DPGF du lot concerné, étant rappelé que les quantités présentées ne sont pas contractuelles et ne peuvent être utilisées dans ces évaluations.

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG-Travaux, le titulaire est réputé avoir accepté les prix qui ont été fixés par l'ordre de service s'il n'a pas présenté d'observations au Maître d'œuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'ordre de service. Si des observations sont formulées, le titulaire et le Maître d'œuvre disposent d'un délai de 15 jours pour arrêter les prix définitifs et procéder à l'établissement d'un nouvel ordre de service, signé et notifié dans ce délai par le maître d'ouvrage. Une fois les prix définitifs arrêtés, ces modifications feront ensuite l'objet d'un avenant, notifié au titulaire au plus tard à la date contractuelle d'achèvement des travaux.



## **17.2 - Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives**

Les prix nouveaux sont des prix forfaitaires qui seront définis suivant les conditions économiques initiales du marché.

Conformément à l'article 13.6 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service mentionné à l'article 13.1 du CCAG-Travaux lorsque cet ordre de service n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

## **17.3 - Augmentation du montant des travaux**

L'article 14.1 du CCAG-Travaux est complété ainsi : « Le montant des travaux s'entend du montant des travaux évalués, au moment de la décision d'augmentation ou de diminution du montant des travaux, à partir des prix initiaux du marché définis à l'article 12.1.1 du CCAG-Travaux, en tenant compte éventuellement des prix nouveaux, fixés en application des articles 13.2 et 13.3 du CCAG-Travaux ou devenus définitifs en application de l'article 13.5 du CCAG-Travaux.

Le montant contractuel des travaux est le montant des travaux résultant des prévisions du marché, c'est-à-dire du marché initial éventuellement modifié par les avenants intervenus et par les OS établis dans le cadre de l'application de la clause de réexamen avec impact financier.

## **17.4 Clause de réexamen**

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent marché comporte une clause de réexamen. Ainsi, tout changement susceptible d'intervenir concernant les évolutions réglementaires qui interviendraient en cours d'exécution du présent marché sera intégré par avenant.

La cause de réexamen peut concerner les éléments suivants :

- Découverte de matériaux polluants ou amiantés non identifiés dans le rapport de repérage amiante
- Découverte d'éléments non identifiables de structure ou du bâti lors de diagnostics préalables nécessitant une modification des travaux initialement non prévus.
- Découverte ou mauvais repérage d'anciennes fondations ou d'infrastructures enterrées ou de réseaux non identifiés lors des études géotechniques.
- En cas d'application des nouvelles dispositions légales ou réglementaires impactant les travaux de manière significative en cours de chantier.

Conformément aux dispositions des articles L2194-1 et R2194-1 du code de la commande publique, la cession complète du marché est possible sous réserve de l'accord express du pouvoir adjudicateur.

### **Clause laïcité**

Obligations d'égalité, de laïcité, et de neutralité :

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

L'acheteur est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

## 18 - Résiliation du contrat

### 18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 3,0 % par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

## 20 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 9.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.2 du CCAP déroge à l'article 3.8.1 du CCAG - Travaux
- L'article 12.2.1 du CCAP déroge à l'article 41 du CCAG - Travaux
- L'article 12.2.2 du CCAP déroge à l'article 41 du CCAG - Travaux
- L'article 13.2 du CCAP déroge à l'article 44 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 13.3 du CCAG - Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 13.5 du CCAG - Travaux
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG - Travaux